

Janvier 2021

**Tendances récentes :** Selon les dernières estimations disponibles, la production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 3,7 % en 2020 à la suite des perturbations de l'activité économique provoquées par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement qui s'en sont suivies. Le revenu par habitant a de ce fait diminué de 6,1 %, et le niveau de vie moyen est retombé aux niveaux enregistrés il y a plus d'une dizaine d'années dans un quart des pays de la région. Les États les plus touchés sont ceux où la pandémie a le plus frappé, ceux qui sont fortement tributaires des secteurs du voyage et du tourisme et ceux qui exportent des produits de base, en particulier du pétrole. La pandémie a continué de se propager au deuxième trimestre dans plusieurs pays et ne donne guère de signe de s'atténuer.

L'Afrique du Sud et le Nigéria ont enregistré une chute brutale de la production en 2020. Selon les estimations, le PIB de l'Afrique du Sud, où l'activité économique était déjà atone avant l'arrivée de la COVID-19, a diminué de 7,8 % au cours de l'année passée. Le pays a été particulièrement touché par la pandémie, et les strictes mesures de confinement ont paralysé l'économie. L'économie nigériane, quant à elle, a reculé de 4,1 % en 2020, la pandémie entravant l'activité économique dans tous les secteurs.

Les exportateurs de pétrole de la région ont été confrontés à une forte baisse des cours (Angola, République du Congo, Guinée équatoriale, Soudan du Sud), tandis que les pays dans lesquels les secteurs du voyage et du tourisme jouent un rôle prépondérant ont souffert de l'absence quasi totale de voyageurs (Cabo Verde, Éthiopie, Maurice, Seychelles). L'économie a marqué un moindre repli dans les pays exportateurs de produits agricoles (Bénin, Côte d'Ivoire, Malawi, Ouganda).

**Perspectives :** Selon les projections, l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer un redressement modéré en 2021, avec un taux de croissance de 2,7 %. La reprise de la consommation et de l'investissement privés pourrait être plus lente que prévu antérieurement, mais les exportations devraient s'accélérer progressivement, à la faveur de la relance des activités des principaux partenaires commerciaux. Le redressement de l'activité économique dans les grands pays avancés et émergents et dans les principaux partenaires commerciaux de la région (Europe, Chine, États-Unis) repose principalement sur les annonces encourageantes en matière de développement et de déploiement des vaccins anti-COVID ainsi que sur les nouveaux programmes de relance budgétaire. Les prévisions d'une croissance atone en Afrique subsaharienne sont dues à la persistance de l'épidémie de COVID-19 dans plusieurs pays, qui fait obstacle à la reprise de l'activité économique. D'après les projections, la pandémie provoquera une baisse de 0,2 % des revenus par habitant cette année, et mettra les Objectifs de développement durable (ODD) encore moins à la portée de nombreux pays de la région. Ce renversement de tendance devrait entraîner le basculement de dizaines de millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté en 2020 et 2021.

Le Nigéria devrait afficher une croissance de 1,1 % en 2021. L'activité économique pourrait toutefois être freinée par la faiblesse des cours du pétrole, les quotas de l'OPEP, la chute des investissements publics résultant de la faiblesse des recettes de l'État, l'insuffisance des investissements privés due aux faillites d'entreprises et le manque de confiance des investisseurs étrangers. En Afrique du Sud, la croissance devrait rebondir à 3,3 % en 2021, avec une reprise plus faible qu'anticipé auparavant du fait des effets persistants de la pandémie et du maintien probable de plusieurs mesures d'atténuation des risques de propagation du virus.

La reprise devrait être légèrement plus soutenue — bien qu'inférieure aux moyennes historiques — dans les pays exportateurs de produits agricoles, où l'activité sera portée par le niveau élevé des cours mondiaux des denrées agricoles. Les prévisions font état d'une reprise plus timide pour les exportateurs de produits

industriels. Alors que les prix des métaux se sont légèrement redressés au deuxième semestre de l'année dernière, les cours du pétrole sont demeurés bien inférieurs à ce qu'ils étaient en 2019, ce qui a eu des conséquences défavorables pour les exportateurs pétroliers (Angola, République du Congo, Gabon, Ghana, Guinée équatoriale, Tchad).

**Risques :** Les perspectives pour l'Afrique subsaharienne sont exposées à plusieurs risques de dégradation. La croissance des principaux partenaires commerciaux pourrait être inférieure aux prévisions. La distribution à grande échelle d'un vaccin contre la COVID-19 dans la région se heurtera probablement à de nombreux obstacles, notamment les insuffisances des infrastructures de transport et le manque de capacité des systèmes sanitaires. Ces difficultés, encore aggravées par des catastrophes naturelles, comme les récentes inondations qui ont provoqué des dégâts considérables, et l'augmentation de l'insécurité, en particulier dans le Sahel, pourraient retarder la reprise. La dette publique a considérablement augmenté dans la région, pour atteindre, selon les estimations, 70 % du PIB en moyenne au cours de l'année écoulée, ce qui ne fait qu'accroître les préoccupations suscitées par la viabilité de l'endettement dans certains pays. Les banques pourraient enregistrer une forte augmentation des prêts improductifs, les entreprises ayant peine à assurer le service de leur dette par suite de la chute de leurs recettes. Les répercussions négatives durables de la pandémie pourraient ralentir la croissance à long terme en raison de l'ampleur de la dette, qui paralyse l'investissement, de l'impact des confinements sur la scolarité et la valorisation du capital humain, et de la dégradation de l'état de santé des populations.

[Télécharger le rapport](#)

## Prévisions économiques pour les pays d'Afrique subsaharienne

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020e	2021f	2022f
PIB aux prix du marché (en dollars de 2010)					
<b>Angola</b>	-2.0	-0.9	-4.0	0.9	3.5
<b>Bénin</b>	6.7	6.9	2.0	5.0	6.5
<b>Botswana</b>	4.5	3.0	-9.1	5.7	4.0
<b>Burkina Faso</b>	6.8	5.7	-2.0	2.4	4.7
<b>Burundi</b>	1.6	1.8	0.3	2.0	2.5
<b>République centrafricaine</b>	3.7	3.1	0.0	3.2	4.1
<b>Cabo Verde</b>	4.5	5.7	-11.0	5.5	6.0
<b>Cameroun</b>	4.1	3.7	-2.5	3.0	3.4
<b>Tchad</b>	2.4	3.2	-0.8	2.4	3.3
<b>Comoros</b>	3.4	1.9	-1.4	2.4	3.6
<b>Congo, (Rép. dém. du)</b>	5.8	4.4	-1.7	2.1	3.0
<b>Congo, (Rép. du)</b>	-6.2	-3.5	-8.9	-2.0	1.3
<b>Côte d'Ivoire</b>	6.8	6.9	1.8	5.5	5.8
<b>Guinée équatoriale</b>	-6.4	-5.6	-9.0	-2.8	-1.2
<b>Érythrée</b>	13.0	3.7	-0.6	3.5	5.5
<b>Eswatini</b>	2.4	1.3	-3.5	1.5	0.9
<b>Éthiopie<sup>a</sup></b>	8.4	9.0	6.1	0.0	8.7
<b>Gabon</b>	0.8	3.9	-2.4	1.9	3.8
<b>Gambie</b>	6.5	6.0	-1.8	3.1	5.3
<b>Ghana</b>	6.3	6.5	1.1	1.4	2.4
<b>Guinée</b>	6.2	5.6	5.2	5.5	5.2
<b>Guinée-Bissau</b>	3.8	4.6	-2.4	3.0	4.0
<b>Kenya</b>	6.3	5.4	-1.0	6.9	5.7
<b>Lesotho</b>	1.5	1.4	-5.3	3.1	3.8
<b>Libéria</b>	1.2	-2.3	-2.9	3.2	3.9
<b>Madagascar</b>	4.6	4.8	-4.2	2.0	5.8
<b>Malawi</b>	3.2	4.4	1.3	3.3	4.9
<b>Mali</b>	4.7	5.0	-2.0	2.5	5.2
<b>Mauritanie</b>	2.1	5.9	-0.6	3.7	4.8
<b>Maurice</b>	3.8	3.0	-12.9	5.3	6.8
<b>Mozambique</b>	3.4	2.2	-0.8	2.8	4.4
<b>Namibie</b>	0.7	-1.1	-7.9	2.2	2.0
<b>Niger</b>	7.0	5.8	1.0	5.1	11.8
<b>Nigéria</b>	1.9	2.2	-4.1	1.1	1.8
<b>Rwanda</b>	8.6	9.4	-0.2	5.7	6.8
<b>São Tomé-et-Príncipe</b>	2.9	1.3	-6.5	3.0	5.5
<b>Sénégal</b>	6.4	5.3	-0.7	3.5	5.6
<b>Seychelles</b>	4.1	2.0	-15.9	3.1	3.8
<b>Sierra Leone</b>	3.4	5.5	-2.3	4.1	4.6
<b>Afrique du Sud</b>	0.8	0.2	-7.8	3.3	1.7
<b>Soudan</b>	-2.3	-2.5	-8.4	2.5	3.1
<b>Soudan du Sud<sup>a</sup></b>	-3.5	-0.3	9.3	-3.4	0.0
<b>Tanzanie</b>	5.4	5.8	2.5	5.5	6.0
<b>Togo<sup>b</sup></b>	4.9	5.3	0.0	3.0	4.5
<b>Ouganda<sup>a</sup></b>	6.2	6.8	2.9	2.8	5.9
<b>Zambie</b>	3.5	1.4	-4.5	1.9	3.4
<b>Zimbabwe</b>	4.8	-8.1	-10.0	2.9	3.1

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation; f = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent différer de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative à un moment donné.

a. Se rapporte à l'exercice budgétaire.

b. Dans le cas du Togo, les chiffres de la croissance de 2018 et 2019 sont basés sur des estimations du PIB effectuées avant le changement de base de 2020.

[Télécharger ces données](#)

## **COVID-19 : l'action du Groupe de la Banque mondiale**

Le [Groupe de la Banque mondiale](#), l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les économies en développement, prend des [mesures rapides et de grande envergure](#) en vue d'aider ces pays à renforcer leur action contre la pandémie. Il s'attache à appuyer les interventions de santé publique et à garantir la circulation de fournitures médicales de première nécessité tout en soutenant le secteur privé pour permettre aux entreprises de poursuivre leurs activités et maintenir les emplois.

Le Groupe de la Banque mondiale prévoit de mobiliser jusqu'à 160 milliards de dollars sur une période de 15 mois qui s'achèvera en juin 2021, afin d'aider plus de 100 pays à protéger les populations pauvres et vulnérables, soutenir les entreprises et favoriser le redressement de l'économie. Ce montant comprend notamment 50 milliards de dollars sous forme de nouveaux dons et de prêts à des conditions très favorables fournis par l'IDA, ainsi qu'une enveloppe de [12 milliards de dollars](#) destinée à financer l'achat et la distribution de vaccins contre la COVID-19 dans les pays en développement.